

Un assassinat social

par
Jules Lamarre, Ph. D.

(...) on parle (...) du Rwanda comme du « pays des montagnes de la lune », selon, paraît-il, l'appellation des pharaons. (...) On songe spontanément au Paradis terrestre. Nombre de Rwandais prétendent que c'était là l'habitat d'Adam et Ève. (...) On raconte qu'après avoir beaucoup travaillé tout le jour un peu partout dans le monde, Dieu le Père vient toujours passer la nuit au Rwanda pour se reposer.

Père Georges-Henri Lévesque (1989 : 207-208)

Qu'on me permette de reconstituer à grand traits un cheminement, celui d'une petite fille avec sa grosse chaudière qui, à la ferme familiale des années 1950, allait pieds nus quérir de l'eau pour la préparation des repas en empruntant des sentiers en forêt où elle risquait toujours de croiser des bêtes sauvages dont l'une a déjà failli s'en prendre à sa mère. Vingt ans plus tard, Édith Mukakayumba deviendrait la première Rwandaise à obtenir le titre de Ph. D. et à enseigner dans une université québécoise. Comme on peut l'imaginer, pour y parvenir elle aura dû affronter bien des obstacles que les gens d'ici n'ont jamais eu à franchir.

Depuis les touts débuts de ma relation avec Édith, j'ai toujours aimé l'entendre parler de sa jeunesse au Rwanda et de son pays qu'elle a longtemps considéré comme le meilleur endroit où vivre sur Terre. Elle ne cessera jamais de le penser et de le dire, même après qu'on aura voulu l'assassiner au Rwanda pour des motifs ethniques. C'est d'ailleurs en évoquant le Paradis terrestre qu'Édith présentait toujours le Rwanda dans ses exposés sur son pays d'origine, pendant qu'à chaque fois son visage s'illuminait. Grâce à Édith, je savais que le Paradis terrestre existait vraiment et que, depuis le début des temps, il aurait été situé quelque part dans la région des Grands lacs africains. Elle ne cessera pas non plus de le proclamer, même après qu'on l'aura assassinée socialement à l'Université du Québec à Chicoutimi (Mukakayumba, 2015).

La question ethnique rwandaise

En 1951, Édith est née à Rwinkwavu – prononcer « Gnouavou » – au Rwanda, une ville de compagnie minière qui appartenait à des intérêts belges. C'était à l'époque de la colonisation du Rwanda par les Belges (1916-1962), cela après qu'il l'eut été par les Allemands (1897-1916) (Lemarchand, 1970 ; Collins, 2014). Au Québec, l'équivalent aurait été de passer son enfance et sa jeunesse dans une ville de compagnie, comme l'ont déjà été ici les Schefferville, Hauterive, Jonquière ou bien encore Gagnonville, soit des endroits où des multinationales étrangères faisaient la pluie et le beau temps. Au Rwanda, Rwinkwavu bénéficiait par surcroit d'un statut d'extraterritorialité, comme si, en entrant dans la ville on se retrouvait aussitôt en Belgique, raconte Édith.

Ainsi Rwinkwavu étant territoire belge, en cas de conflits armés les gens du Rwanda pouvaient aller s'y réfugier sans crainte d'y être pourchassés par des tueurs se disant Hutu ou bien Tutsi, selon l'ethnie du moment au pouvoir. Inversement, lorsqu'on sortait de Rwinkwavu, lorsqu'on « passait la barrière », alors on se rendait « au pays », toujours selon Édith. C'est ainsi qu'en 1959, un certain nombre de personnes qui se disaient Tutsi s'étaient rendus à Rwinkwavu afin d'échapper à des Hutu du temps de la révolution sociale (1959). Avec le soutien des colonisateurs Belges qui, jusque-là, avaient toujours soutenu indéfectiblement les Tutsi, des Hutu précipiteraient le renversement de la monarchie Tutsi et, en 1962, le pays obtiendrait son indépendance (Reyntjens, 2017). Alors âgée de huit ans en 1959, c'était la première fois qu'Édith voyait à quoi ressemblaient ces Tutsi dont elle avait vaguement entendu parler. Parce que, selon Édith, à Rwinkwavu il n'était jamais question des ethnies rwandaises de sortes qu'elles n'y faisaient pas problème peut-être parce que des représentants de plusieurs nations africaines s'y côtoyaient, soit dans une ville minière où être Tutsi ou bien Hutu ne voulait pas dire grand-chose. Rwinkwavu pourrait bien avoir été une exception notable à cet égard. Mais aussi parce qu'au Rwanda, selon les endroits être Hutu ou bien Tutsi ne voulait rien dire (Newbury, 1988), quoi qu'on en dise maintenant.

Depuis son enclave de Rwinkwavu, Édith ne savait donc à peu près rien du supposé drame des ethnies rwandaises. Selon Vansina (2004 : 196-203) et Newbury (1988), le contentieux Hutu-Tutsi aurait débuté au Rwanda quelques dizaines d'années seulement avant l'arrivée des colonisateurs belges qui n'en auraient jamais été les instigateurs bien qu'ils l'aient probablement entretenu pour servir leurs intérêts coloniaux.

Quoi qu'il en soit, à Rwinkwvu le statut des gens ou leur rang social ne dépendait pas de l'appartenance ethnique ou du nombre de vaches possédées – les anciens maîtres Tutsi du temps de la colonisation belge étant généralement des éleveurs (Umutesi, 2000) –, mais bien du type d'emplois occupés au sein de la compagnie minière, type d'emplois qui déterminait ensuite le quartier de la ville où ils devaient obligatoirement habiter avec leurs familles, les habitations étant fournies par la compagnie. C'était donc le type de maison habitée, et non pas l'ethnie, qui permettait d'afficher son rang social à Rwinkwavu, de montrer jusqu'à quel point on était « quelqu'un » ou pas. Signalons toutefois que les contremaîtres étaient tous d'origine congolaise et habitaient un même quartier de la ville. Ils servaient d'intermédiaires entre les travailleurs et les colonisateurs belges propriétaires de l'endroit.

Ainsi, les familles des mineurs habitaient des huttes situées dans les environs de l'entrée de la mine souterraine, une mine d'étain. Et comme Aïda Nyiramoya, la mère d'Édith, était infirmière et sage-femme, sa famille était logée dans un quartier de type européen, avec ses maisons de briques et leurs jardins obligatoires qui devaient être bien entretenus sous peine d'amendes, le jardin devant projeter une bonne image de soi aux alentours, ce à quoi le jardinage servait aussi ailleurs dans le monde (Von Bayer, 1984). Ce quartier était situé à proximité de l'hôpital de la ville qui était à l'époque le plus important d'Afrique de l'Est, là où la mère d'Édith dirigeait le département de la maternité, un département où sévissait un fantôme, paraît-il, qui, de temps à autre, poussait des femmes en bas de leur lit...

De son côté, Israël Sefigi, le père d'Édith, était un menuisier qui effectuait du travail en atelier pour la compagnie minière, son statut social étant donc inférieur à celui de son épouse. Toutefois, étant donné sa forte personnalité, les gens venaient tout naturellement à

lui pour qu'il règle les litiges de la vie quotidienne. En son absence, on s'adressait à la mère d'Édith. Au sein de la société rwandaise locale, Israël jouait le rôle traditionnel de « leader de colline ». Un jour, Israël quitterait son emploi à la compagnie minière parce que, selon ses propres dires, « il ne voulait plus être esclave »¹, pour mettre en valeur une ferme qu'Aïda et lui avaient acquise pour y passer leurs vieux jours et être en mesure de laisser quelque chose en héritage à leurs enfants. La ferme en question était située à quatre heures de marche de Rwinkwavu.

Quant aux colons belges qui dirigeaient les opérations minières de la ville, ils habitaient de somptueuses villas. Toujours selon Édith, ces petits châteaux² belges s'agglutinaient au sommet de la colline surplombant cette ville d'environ 6 000 habitants, ce qui, à l'époque, en faisait la ville la plus populeuse du pays quand Kigali, la capitale du Rwanda, faisait encore figure de comptoir colonial.

Édith apprend qu'elle serait Hutu

Dans son enfance, c'est par des insultes qu'Édith aurait appris qu'elle était Hutu. En tout cas, c'est en tant que Hutu qu'à la ferme de ses parents la voisine, une Tutsi, la méprisait généreusement au quotidien. Cette voisine aimait bien Judith, la jeune sœur d'Édith qu'elle appelait « la belle Tutsi », ce qui, soit-dit en passant n'était pas flatteur pour les parents des deux jeunes sœurs puisque, au Rwanda, l'ethnie serait transmise par le père... Quant à Édith, la voisine lui tirait la langue, l'envoyait promener, l'appelait « la vilaine Hutu », parce qu'une Hutu était génétiquement vilaine et méprisable, paraît-il, soit le contraire d'une Tutsi, comme dans une histoire de bons et de méchants, une récit facile à assimiler par tout le monde.

Par ailleurs, à chaque matin Édith refusant d'aller à l'école, sa mère devait lui inculquer l'amour de l'école à coups de bâton alors que la voisine Tutsi, toujours bien intentionnée, venait en renfort, trop heureuse de régler son compte à une si vilaine petite Hutu aussi têtue. C'est ainsi que l'affaire s'était réglée : Édith était une vilaine Hutu destinée dans la vie à servir des maîtres Tutsi, et voilà ! Heureusement pour Édith, il lui suffisait d'éviter la seule Tutsi autoproclamée du coin pour ne plus entendre parler de sa soi-disant condition inférieure innée.

Parce qu'Édith réussissait bien à l'école, étant donné l'absence d'école secondaire à Rwinkwavu, elle, qui était de religion anglicane, irait poursuivre ses études loin de chez elle comme pensionnaire dans un couvent de religieuses catholiques, les sœurs de l'Assomption, là où enseignaient aussi des personnes laïques originaires du Québec. Plus tard, elle les reverrait dans son futur pays d'adoption. Au couvent, refusant de se nourrir du gruau qui était le lot des autres élèves, un gruau dans lequel s'ébattaient des insectes inquiétants qu'il y avait lieu de retirer minutieusement du bol avant consommation, Édith avait été autorisée in extrémis, et pour toute la durée de ses études – soit sept ans, puisqu'elle était inscrite au cours d'humanités pédagogiques –, à bénéficier du menu offert aux religieuses, menu qui lui apparaissait bien plus appétissant et moins grouillant. C'est donc dans une pièce à part que la petite princesse Hutu prendrait ses repas seule, pour ne

¹ Rapporté dans : Nzisabira, 1992 : paragraphe 51; voir aussi : Rwanda, 2005 : 4.

² Un jour qu'Édith et moi participions à une rencontre à la résidence privée du Consul général des États-Unis à Montréal, un petit château situé dans le quartier Westmount, Édith avait eu l'impression de se retrouver, m'avait-elle dit, dans les grandes villas des dirigeants belges de la ville minière de son enfance.

pas trop faire de jalouses. Surtout qu'il y avait de petites Tutsi au couvent bien obligées, hélas, d'avaler des morceaux d'insectes.

Les étés, Édith les passait dans sa famille à Rwinkwavu, là où, parce qu'elle était la seule de la place à poursuivre des études secondaires, elle travaillerait comme assistante de Gérard Sauvenier, le directeur général de GéoRwanda³, l'entreprise minière de la ville, une compagnie qui avait des ramifications jusqu'au Congo en passant par le Burundi. C'était comme assistante de Sauvenier qu'elle prendrait conscience de tout le luxe dans lequel vivaient les colonisateurs belges. Et il y aurait des avantages... Son patron la présenterait toujours à ses invités de marque, comme les Jean-Paul Harroy, dernier gouverneur général du Ruanda-Urundi, ou bien Malick Fall, représentant-résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Rwanda, comme étant une jeune fille promise à un brillant avenir. Et un jour Sauvenier l'amènerait même rencontrer le ministre de l'Éducation du Rwanda afin de discuter de son avenir.

Au travail, le grand patron – qui était également très grand de taille – lui parlait de la Belgique, là où se trouvaient de grandes universités, lui disait-il, et qu'elle devrait travailler fort pour aller y obtenir un diplôme universitaire. Il la voyait pharmacienne. Alors là, c'était raté. Mais Édith ne nourrissait surtout pas de grandes ambitions universitaires, disant qu'elle souhaitait seulement obtenir un emploi comme enseignante qui lui permettrait d'acquérir une maison où ses parents pourraient passer leurs vieux jours. Alors Sauvenier lui aurait lancé : « Si c'est seulement ça qui t'empêcherait d'aller à l'université, alors je peux facilement régler ton problème ». Peu de temps après, Édith et sa famille furent invitées à emménager dans un des châteaux du sommet de la colline qui étaient généralement destinés aux colons belges. Cette belle villa, sa famille pourrait l'occuper jusqu'à ce que la mère d'Édith ne prenne sa retraite de l'hôpital.

Puisqu'il lui fallait bien commencer sur quelqu'un, Édith se ferait d'abord les dents sur son patron Sauvenier – et il y en aurait plusieurs autres par la suite – auquel un jour elle avait reproché les conditions de travail inhumaines imposées aux mineurs de Rwinkwavu qui mouraient tous trop tôt de maladies industrielles épouvantables. À cette occasion, elle avait eu droit à un dîner-causerie au cours duquel Sauvenier avait décidé de lui inculquer, l'index menaçant, cette vérité éternelle, à savoir que dans la vie, « ma petite fille », il y aurait toujours des exploiteurs et des exploités et qu'elle ne pourrait jamais rien changer à l'affaire. En conséquence, mieux valait joindre les rangs des exploiteurs le plus tôt possible, aurait soutenu le grand patron sans ménagement, ce dont il n'aura pas réussi à la convaincre.

Si Sauvenier avait introduit Édith à la connaissance du monde des grands et à celui de l'exploitation de l'Homme par l'Homme sans laquelle le régime capitaliste n'aurait jamais eu d'avenir, c'est son père, Israël Sefigi, qui assurerait sa formation précoce dans le domaine du développement coopératif plus respectueux de son prochain. Dans son enfance et sa jeunesse, Édith aura toujours été très proche de son père, celui que tout le monde appelait affectueusement *Nyirabayazana*, c'est-à-dire « celui qui invente des choses tout le temps », et qui apprenait à ses enfants comment changer le monde à son échelle en recourant à des moyens modestes et en faisant preuve d'imagination. Personnage à l'intelligence pratique, semble-t-il, le monde qui s'offrait à lui était disponible pour

³ La Compagnie géologique et minière du Rwanda.

quiconque voulait et pouvait l'utiliser pour aider ses semblables à mieux vivre tout en les sortant de l'esclavage.

En 1966, Israël Sefigi serait notamment à l'origine des associations *Muvandimwe* dans la préfecture de Kibungo, là où elles feraient beaucoup de petits. En effet, d'après Jean Nzisabira (1992) :

Selon ses propres propos, Sefigi s'est attelé d'abord à mobiliser son entourage contre une tradition qu'il trouvait très fâcheuse : l'irrespect envers les défunts. La tradition consistait à enterrer les défunts vaille que vaille enveloppés dans les feuilles de bananier ou dans des torchons ou paillassons déjà relégués dans les oubliettes de la hutte familiale. Pour Sefigi, il fallait à tout prix infléchir la tradition afin de donner aux défunts des funérailles honorables. Ses campagnes de sensibilisation susciteront rapidement de petites caisses mutuelles alimentées par une cotisation mensuelle de 2 francs rwandais par membre. Sefigi s'est évertué ensuite à étendre cette entraide mutuelle à l'évacuation des malades sur les dispensaires, les centres de santé et les hôpitaux en systématisant l'acquisition d'au moins une civière par groupement *muvandimwe*. Les frais d'hospitalisation et de médicaments sont même, dans certains groupements, entièrement pris en charge par la mutuelle. Fort de ces deux succès, Sefigi a introduit enfin dans ses mutuelles l'entraide rotative en travail ainsi que l'entraide rotative en argent qui permirent la construction de nombreux logements durables et plus confortables que la paillotte parabolique traditionnelle. Le succès fut tel que *muvandimwe* s'est structuré, depuis 1978, en trois niveaux qui, en 1986, comptent 190 sections locales, 11 inter-groupements à l'échelon communal et une Union des inter-groupements au niveau de la préfecture de Kibungo.

Alors que Sauvenier et ses semblables pratiquaient du développement de type *top down*, dirait-on aujourd'hui, son père la faisait rêver d'un développement plutôt de type *bottom up*. Ce dernier ne peut en aucun cas intéresser les riches de ce monde avec leur quête de profits que doit dégager massivement l'exploitation du travail des petits, comme au temps de Sauvenier, mais aussi celui des Besos et des Mc Dos d'aujourd'hui, et qui est impossible à réaliser sans le soutien d'institutions foncièrement injustes envers les plus faibles.

À une époque où, hélas pour les jeunes, il n'y avait ni télé, ni jeux vidéo, quotidiennement Israël entretenait ses enfants des projets qu'il mettait en route en développement coopératif. Il leur parlait aussi des nouvelles techniques qu'il testait pour accroître les rendements agricoles, la ferme familiale lui servant de banc d'essai. En outre, Israël leur exposait des enjeux, des objectifs à atteindre, des écueils possibles et comment s'en accommoder. Tout le temps. Sans arrêt. De sorte que, bien des années plus tard à l'Université Laval, tout naturellement la thèse de maîtrise d'Édith en géographie porterait sur *Le développement rural et le développement coopératif au Rwanda* (Mukakayumba, 1979).

Israël demandait leur avis à ses enfants sur tout afin de mettre à l'épreuve leurs jeunes intelligences. En traitant ses enfants en adultes, sans qu'il n'en soit jamais question, Israël leur conférait la confiance qu'il leur fallait pour affronter la vie en aidant les plus démunis que soi, envers et contre tous et toutes. Pendant des années, ses enfants auront participé à ses « séminaires » improvisés en développement coopératif. Enfin, des chercheurs belges de l'*Assistance internationale du développement rural* découvriraient l'*Association des coopératives et mutuelles du Rwanda* fondée par Israël et une thèse de doctorat sera même consacrée à son œuvre. Celui-ci serait même invité à faire des présentations dans des écoles

d'agronomie. Bref, lorsqu'en 1974 Édith mit les pieds à l'Université Laval, parce qu'elle en avait entendu parler durant toute sa jeunesse, elle maîtrisait la pratique du coopératisme comme d'autres maîtrisent la prose sans le savoir. Elle en connaissait peut-être plus sur le coopératisme appliqué que tous ses futurs professeurs réunis.

Édith se souvient d'avoir eu une enfance heureuse et insouciante. Quand elle était à la ferme familiale, Édith jouait avec d'autres enfants, mangeait des bananes tirées de régimes tombés par terre. Elle se souvient des femmes qui travaillaient aux champs, de l'entraide qui prévalait entre les familles. Le soir, autour du feu, les hommes racontaient des histoires pour faire rire tout le monde et chantaient en buvant de la bière de bananes. Et la bière, c'était aussi pour les enfants. Certes, les gens n'étaient pas riches, mais semblaient heureux.

Enfin, Édith n'irait jamais en Belgique pour ses études universitaires, mais d'abord à l'Université nationale du Rwanda, l'UNR, une université fondée en 1963 à Butare par un Dominicain québécois, le Père Georges-Henri Lévesque (1989 : 207-353) qui, auparavant avait fondé en 1938 l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université Laval, l'École devenant faculté en 1943. Plus tard, c'est au nom de tous les gradués et graduées de l'UNR établis au Québec qu'Édith aurait le privilège de lui rendre hommage à Montréal au cours d'une soirée offerte en son honneur. Et après l'UNR, il y aurait l'Université Laval à Québec, pour la maîtrise et puis le doctorat en géographie, là où elle ferait sa marque sans le vouloir et de façon spectaculaire. Mais en 1973 à l'UNR, on essaierait de la tuer parce qu'elle aurait été Tutsi...

Édith apprend qu'elle serait Tutsi

Jusqu'à ce qu'elle fréquente l'Université nationale du Rwanda, Édith était persuadée d'être Hutu, car c'est à ce titre que sa voisine Tutsi de la campagne l'avait abondamment méprisée en tant que telle, même si sa carte d'identité obligatoire indiquait qu'elle était bel et bien Hutu. Toutefois, c'est à l'UNR qu'un jour de 1973 la question ethnique rwandaise, soit une chose qui n'existe pas, ou si peu, dans l'esprit d'Édith, allait soudain lui tomber dessus à bras raccourcis. Cette question deviendrait une affaire de vie ou de mort après que sa meilleure amie l'eut dénoncée comme étant Tutsi. Comme dans un roman de Kafka, son nom s'était alors retrouvé sur une liste de neuf Tutsi à abattre, liste qui avait été affichée à Butare ainsi que sur le campus de l'UNR, là où Édith habitait la résidence des jeunes femmes⁴.

Il faut savoir qu'en 1973, une « chasse aux Tutsi », l'ethnie minoritaire au Rwanda, avait été décrétée par le gouvernement Hutu pour éviter, avait-on dit, que les massacres de masse qui venaient tout juste d'être perpétrés en 1972 au Burundi, ne se répercutent au Rwanda. Au Burundi, le pays voisin du sud, avec son armée la minorité Tutsi au pouvoir s'en était prise à la majorité Hutu locale. On avait alors organisé une sorte d'opération préventive destinée à calmer les ardeurs des Tutsi rwandais, au cas où ils auraient voulu imiter leurs cousins burundais, ces flambées de violences étant éminemment difficile à interpréter. D'ailleurs René Lemarchand (1998 : 3) écrira : “There will be no peace in the Great Lakes region unless one takes seriously the task of shedding light on the circumstances, the scale

⁴ À l'UNR, Édith habitait au « Vietnam », soit le nom que les gens donnaient à la résidence des jeunes femmes. Lorsqu'à partir de 1974 Édith habiterait la résidence des jeunes femmes de l'Université Laval, le Pavillon Lacerte, elle découvrira qu'on l'appelait plutôt « le cerisier ».

and the consequences of the genocide of Hutu by Tutsi in Burundi (1972), of Tutsi and Hutu by Hutu in Rwanda (1994), and of Hutu by Tutsi in Congo (1996-1997).

Sans doute l'occasion était-elle belle également de distribuer à la ronde des étiquettes de Tutsi pour se débarrasser de gens trop encombrants, ou qui risquaient bien de le devenir avec le temps, soutient Édith. Mais heureusement pour celle-ci, un de ses amis, membre du Comité du salut public local alors dirigé par Léon Mugesera⁵, un organisme qui, semble-t-il, pouvait décider à ce moment-là qui pouvait vivre ou mourir, l'avait amenée se réfugier au plus vite dans un couvent de Butare tenu par des religieuses dont plusieurs étaient originaires du Québec. Elle y demeurerait en sécurité durant deux semaines, soit jusqu'à ce que le nouveau président Habyarimana, auteur d'un récent coup d'État sans effusion de sang, ne décrète officiellement la fin de « la chasse aux Tutsi » et n'oblige l'UNR à réintégrer ses étudiants et étudiantes Tutsi... Mais là, c'en était trop pour Édith et en elle quelque chose s'était brisé.

Une fois réintégrée à l'UNR, Édith s'y sentirait désormais en danger de mort et y vivrait constamment dans la peur. Elle savait que les gens qu'elle côtoyait depuis des années pouvaient soudain sortir des machettes et la tuer pour rien. Mais alors, comment faire confiance à qui que ce soit dans de telles circonstances ? La chance étant de son côté, en même temps qu'une quinzaine de gradués de l'UNR elle s'était vu décerner en 1974 une bourse d'étude par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour aller faire des études graduées en géographie à l'Université Laval au Québec. À regret elle quitterait son pays où son avenir risquait d'être écouté à coups de machettes une fois étiquetée d'une manière ou d'une autre.

Les études à l'Université Laval

À l'Université Laval, Édith se ferait remarquer par ses réalisations hors du commun. Une fois ses études de maîtrise complétées, elle les poursuivrait au doctorat, signe qu'avec le temps elle avait changé d'idée à propos de l'école... Tant mieux. Mais dès la maîtrise, elle ferait valoir ses connaissances pratiques acquises de son père dans le domaine du développement coopératif. En effet, très vite elle serait appelée à donner des conférences et à offrir de la formation dans des ONG québécoises et canadiennes sur l'Afrique ainsi qu'en développement communautaire, et toujours contre rémunération, une affaire non négligeable quand on n'est qu'étudiante. C'est Pierre Bonin⁶, autrefois professeur à l'UNR, qui avait introduit Édith auprès de diverses ONG d'ici auxquelles il était lui-même associé.

C'était à pas de géant qu'Édith faisait donc son entrée dans le monde d'ici. Plus tard elle sera souvent chroniqueuse invitée à la radio de Radio-Canada. Mais c'est une fois au doctorat qu'elle pourrait donner toute la mesure de ses capacités. Au doctorat, elle avait d'abord choisi de travailler tout naturellement dans le domaine du développement coopératif et communautaire sous la direction de Paul Villeneuve, un professeur de géographie qui connaissait bien ce domaine (Lamarre, 2019). Au départ, Édith s'intéressait

⁵ En 2016, Mugesera sera condamné à la prison à vie au Rwanda pour incitation à un génocide, tout de suite après avoir perdu un long procès en extradition alors qu'avec sa famille il vivait au Québec.

⁶ Pierre Bonin (Bonin *et al.*, 2012) a été directeur des programmes de coopération du SUCO (Service universitaire canadien outre-mer) pour l'Afrique et le Moyen Orient. Au début des années 1970, il avait enseigné à Édith à l'UNR (Université nationale du Rwanda) dont il avait monté et puis dirigé le laboratoire de cartographie (Lévesque, 1989 : 294).

aux relations de pouvoir qui se nouent toujours au sein de n'importe quelle organisation au point de marquer la trajectoire de son développement dans le temps, le pouvoir n'étant toutefois jamais partagé de façon égale par les individus qui le détenaient. Elle chercherait donc à découvrir comment les types de relations de pouvoir, et leur distribution inégale, influençaient un processus, celui des transformations successives d'un important projet de développement régional fort connu dans le Québec de l'époque, celui du JAL⁷.

Du JAL à la fondation d'une garderie coopérative

Parallèlement toutefois, il y avait son petit garçon, Baba – qui veut dire grand-père en Swahili –, qu'elle éduquait seule et devait faire garder lorsqu'elle se rendait à ses cours ou bien au JAL, son terrain de recherche situé à plusieurs heures de route de Québec. Comme à l'Université Laval il n'existe pas de garderie pour accueillir les enfants des étudiants et étudiantes étrangers, au commencement Édith participerait à un système d'échanges de services entre étudiants et étudiantes qu'elle avait contribué à mettre au point avec une amie pour assurer la garde de leurs enfants. Ce système s'avérerait vite déficient, les horaires des unes et des autres étant souvent peu compatibles et trop grandes les distances à parcourir pour amener les enfants là où ils devaient être gardés à chaque jours par une ou des personnes différentes, soit un problème on ne peut plus géographique. Alors à peu près seule, comme Don Quichotte elle avait décidé de passer à l'attaque de la Tour de l'administration de l'Université Laval pour en convaincre les gestionnaires de l'importance de créer une garderie pour les enfants des étudiants et étudiantes étrangers inscrits à l'Université Laval. Le premier succès d'Édith aura été d'obtenir de l'administration universitaire un petit local sans fenêtre, surchauffé et sans mobilier, situé dans un sous-sol et dont personne ne voulait. Heureusement, les parents des « Nations Unies », soit la façon dont les parents appelaient entre eux la garderie coopérative, avaient toutefois pu commencer à garder à tour de rôle leurs enfants de toutes les couleurs de monde dans des conditions presqu'impossibles, mais quelque part. Ce local insuffisant était à la fois peu mais beaucoup en même temps parce que, grâce à lui, Édith avait réussi à s'introduire dans la place, tel un cheval de Troie. Et puis la tâche de mener à bien ce projet s'était avéré à ce point parsemée d'embûches qu'elle avait dû s'y consacrer à temps plein au point de devoir choisir entre son projet de doctorat et son projet de garderie, un choix pourtant impossible à effectuer, l'un n'allant pas sans l'autre.

Mettre une garderie sur pied lui demandait d'aller continuellement défaire des obstacles dont le nombre et la taille ne cessaient de s'accroître, et même de se battre contre des profs de la faculté d'éducation qui, dans un premier temps, avaient réussi à lui voler son projet de départ. Il lui aura fallu déjouer des complots, obtenir le soutien des associations étudiantes afin de créer un rapport de force entre elle et l'administration universitaire, et c'est sans compter les chicanes qu'elle devait régler au quotidien entre des parents

⁷ Les trois lettres J-A-L sont les premières lettres des noms de trois paroisses périphériques de l'Est du Québec, soit Saint-Juste, Auclair et Lejeune. Fondées à l'époque de la crise économique des années 1930, ces paroisses, ou villages, étaient menacées de fermeture au début des années 1970 parce que jugées non rentables par les gestionnaires du gouvernement du Québec. En réaction, les populations de l'endroit avaient alors créé un modèle de développement communautaire original qui allait assurer la pérennité de l'endroit. C'est pourquoi des gens de partout venaient l'étudier sous toutes ses coutures. Avec Pierre Bonin, j'y ai même déjà amené mes propres étudiants et étudiantes de l'Université du Québec à Rimouski. Voir : [Accueil - Histoires du JAL](#)

d'enfants cherchant à profiter du système par tous les moyens imaginables, etc. Et pendant ce temps, des profs et leurs étudiants et étudiantes gradués commençaient à se présenter aux « Nation Unies » pour y faire de la recherche alors qu'Édith, elle, devait mettre des heures de voiture pour se rendre au JAL, son terrain de thèse. Assez vite celle-ci réalisa qu'aux Nations Unies on se trouvait également au beau milieu d'un écheveau de relations de pouvoir en train de se nouer depuis diverses échelles géographiques au sein d'un projet de fondation de garderie, là où des types différents de relations de pouvoir étaient partagés de façon inégale entre les divers intervenants de l'organisation, que cela serait déterminant du résultat final de tous les efforts déployés et qu'il y avait sans doute là-dedans matière à thèse de doctorat en géographie.

Une autre bataille aura ensuite consisté à en convaincre Paul Villeneuve, son directeur de thèse, qui finira bien par lui donner le feu vert pour son projet de doctorat de rechange sur l'étude du jeu des relations de pouvoir dans la constitution des « Nations Unies ». Il en sortira une thèse fort bien reçue et d'une grande originalité, une brique de plus de 600 pages en deux volumes intitulée *Des relations de pouvoirs en aménagement du territoire : le cas de l'Univers des enfants Inc. dans l'aménagement de l'Université Laval* (Mukakayumba, 1989)⁸. Enfin, depuis plus de 40 ans cette garderie a toujours pignon sur rue à l'Université Laval⁹.

En cas de blocage total des discussions concernant son projet de garderie, Édith disposait d'une arme absolue à laquelle elle n'a jamais eu à recourir, soit l'occupation des bureaux du rectorat par des enfants de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel et tout-à-fait charmants, des petits enfants-géographes qui auraient sûrement aimé explorer puis s'approprier en poètes cette curieuse place de gestionnaires patentés avec un effet désarmant. Édith en rit encore aujourd'hui et regrette de n'avoir pas eu la chance d'user de cette arme puisque la scène aurait pu en être une de bonheur et de joie, des enfants se retrouvant sur les genoux de tout le personnel du rectorat, des gestionnaires dont la productivité se serait retrouvée en chute libre, pendant que d'autres enfants auraient pu s'emparer du pupitre du recteur pour s'en faire une cabane. De nos jours, une telle scène aurait pu être virale sur les réseaux sociaux.

Bref, il a quelques années, j'apercevais de loin un de mes patrons, un professeur du département de géographie de l'Université Laval, qui venait déposer son fils à cette garderie comme s'il allait au restaurant du coin. Il ne se doutait pas de toutes la guerre de tranchées qu'il avait fallu livrer bien des années auparavant pour qu'elle puisse être mise gratis à sa disposition, comme si elle était tombée du Ciel.

Par ailleurs, les associations étudiantes, qui soutenaient ce projet de garderie et qui voyait Édith se battre à peu près seule contre Goliath qu'elle finirait par envoyer au tapis, la propulserait en avant pour la soutenir en l'élisant au Conseil d'administration de l'Université Laval à titre de représentante des étudiants et étudiantes gradués. Durant deux ans (1986-1988), aux côtés du recteur et de ses doyens de faculté, elle participerait à la

⁸ Voir : [CorpusUL: Des relations de pouvoirs en aménagement du territoire : le cas de l'Univers des enfants inc. dans l'aménagement de l'Université Laval \(ulaval.ca\)](http://CorpusUL: Des relations de pouvoirs en aménagement du territoire : le cas de l'Univers des enfants inc. dans l'aménagement de l'Université Laval (ulaval.ca))

⁹ En effet, fondée par Édith en 1982, « L'univers des enfants », existe toujours. Cette ancienne garderie coopérative est devenue le CPE La Petite Cité. Installation l'Univers des enfants.

prise de décisions concernant le fonctionnement de la machine universitaire lavalloise. Plus besoin d'utiliser une échelle pour prendre d'assaut la Tour de l'administration...

Ensuite, il y aura le stage postdoctoral à l'INRS Urbanisation, Culture et Société et des fonds du projet « Villes et développement » lui permettraient de monter un projet de recherche au Mali sur les enfants de la rue de Bamako, cela en collaboration et avec le soutien de gens de l'ACDI et du CRDI¹⁰. Pas assez méfiant, son projet Édith se le ferait voler par des collègues maliens qui s'étaient plaints de devoir se retrouver éventuellement sous la coupe d'une Canadienne qui serait venue leur dire quoi faire chez eux. Une fois Édith éclipsée, ses anciens collègues maliens, tous des hommes, ne seront jamais en mesure de relancer le projet qui s'évanouira, et tant pis pour les enfants de la rue...

Édith serait ensuite professeure associée et chargée de cours à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) avant de l'être à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC). Et puis, à Montréal, elle fonderait le Réseau des chercheuses africaines de la diaspora (CAD), un organisme dont la mission était de permettre à des femmes d'origine africaines plus douées les unes que les autres de se faire connaître et reconnaître dans le milieu de la recherche universitaire d'ici¹¹. Dans le cadre des tables rondes qu'elle organiserait au CAD, elle y accueillerait des profs, des ambassadeurs, des politiciens, des juges, etc. et, entre autres, Donald M. Taylor qui, à l'Université McGill, dirigeait un important groupe de recherche en psychologie sociale¹². Durant des années, elle travaillerait ensuite au sein du groupe de Taylor à titre d'associée de recherche et, plus tard, dans le cadre du Congrès de l'Acfas de 2005, avec Taylor elle organiserait un grand colloque à l'UQAC¹³, là où elle avait un contrat de professeure invitée. Grâce à tous ses contacts africains, à ce colloque de 2005 son invité d'honneur aura été Cheick Modibo Diarra, un astrophysicien de la NASA en charge de la première mission d'exploration sur Mars. Plus tard, Diarra deviendrait Premier ministre du Mali et puis président de Microsoft-Afrique.

Édith s'intéressait aussi à ce qui se passait à Montréal, la métropole cosmopolite du Québec, en devenant coup sur coup membre du Comité consultatif sur les relations interethniques et interraciales de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal, membre de l'Office des consultations publiques de la ville de Montréal, du Réseau québécois des chercheuses féministes, du Comité québécois Femmes et Développement, du Comité québécois (1995) et puis du comité canadien de préparation du suivi de la conférence de Beijing + 5 sur les femmes (2000) qui aurait lieu à New York, là où elle se rendrait à la tête d'une des délégations canadiennes. Elle a aussi été membre du Comité montréalais de préparation de la marche mondiale des femmes en 2000. Et je ne voudrais pas oublier sa contribution à la préparation d'un guide sur la gestion des conflits à caractère humain en collaboration avec le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Et ainsi de suite.

Or un jour, après l'avoir longtemps harcelée, grâce à de la magouille répugnante un de ses collègues de l'UQAC a réussi à faire annuler le renouvellement du contrat qui lui aurait

¹⁰ Le Centre de recherche en développement international, un organisme canadien. Voir : [CRDI - Centre de recherches pour le développement international \(idrc.ca\)](http://www.idrc.ca)

¹¹ Voir : [Rwanda : pour une vraie réconciliation \(gazettedesfemmes.ca\)](http://www.gazettedesfemmes.ca)

¹² Voir notamment : [View of Des Nyamhinga en colère: une ressource inestimée pour la construction de la paix et le développement durable \(yorku.ca\)](http://www.yorku.ca)

¹³ Voir : [Maison de la géographie de Montréal - La construction et le maintien de la paix \(cafesgeographiques.ca\)](http://www.cafesgeographiques.ca)

permis d'y acquérir son agrégation – la permanence – même si ce renouvellement avait été voté à l'unanimité par ses collègues de son département. Et puis pour la discréder, son collègue ferait circuler dans le milieu universitaire que toutes les réalisations d'Édith n'auraient été que de la frime, de la pure invention (Mukakayumba, 2015). C'était-là une façon de l'assassiner socialement. Ça se fait de temps à autre dans le milieu universitaire d'ici et d'ailleurs, ce milieu n'étant ni mieux ni pire que tous les autres, là où il arrive aussi que les couteaux volent très bas¹⁴. C'était aussi à l'époque où la géographie universitaire était en grande difficulté pendant que les professeurs de géographie d'ici ne faisaient rien pour la défendre : on essayait de la bouter en dehors des universités. J'y reviendrai brièvement dans un moment.

L'extraction d'Alleluya

Pendant qu'Édith livrait bataille sur plusieurs fronts et que son collègue de l'UQAC la harcelait de toutes les façons possibles en montant ses étudiants contre elle, notamment, tout en regardant continuellement par-dessus son épaule depuis des années elle surveillait ce que devenait sa nièce, Alleluya Gusenga, qui avait été enlevée à l'âge de 8 ans par un réseau de trafiquants d'êtres humains opérant au Kenya et en Tanzanie. L'enlèvement était survenu quelques années après la catastrophe rwandaise de 1994, un malheur n'arrivant jamais seul. Quatre ans plus tard, Alleluya était toujours entre les griffes de voyous malgré toutes les sommes d'argent qu'Édith versait mensuellement pour sa libération, les parents d'Alleluya n'ayant pas les capacités financières suffisantes pour le faire. Dans ce dossier, l'aide de divers corps policiers d'ici et d'Afrique, ainsi que celle de la Croix-Rouge internationale ayant été sollicitées pour rien, il n'en demeurait pas moins que quelque chose devait être tenté pour libérer Alleluya avant qu'elle ne soit vendue comme esclave sexuelle. Au risque de sa vie, Édith avait décidé de se rendre elle-même au Kenya pour obtenir sa libération. Et ça marcherait !

Dans ce dossier, contre toute attente la bataille décisive, Édith aura dû la livrer durant des semaines depuis le Kenya, non pas contre les bandits kényans-tanzaniens eux-mêmes, mais contre Immigration Canada qui refusait obstinément d'émettre un visa pour qu'Alleluya, qui n'avait aucun papier officiel en sa possession, puisse prendre un avion en partance pour le Canada. Les trafiquants d'êtres humains la lui avaient remise sans faire d'histoire sachant qu'elle échouerait dans toutes ses démarches visant à l'obtention d'un visa pour le Canada. Désespérée et sans aucun soutien de quiconque, Édith abandonnerait et la leur ramènerait, croyaient-ils. Il suffisait de laisser le temps jouer contre elle. Un cas comme celui d'Alleluya n'étant pas prévu dans les grilles d'évaluation de gestionnaires myopes, Édith ferait donc la navette entre l'ambassade du Canada et le Haut-commissariat aux réfugiés à Nairobi jusqu'à ce que la Canada ne finisse par recourir à une clause dérogatoire afin de contourner un refus entêté et incompréhensible du Québec.

Quand Édith m'eut raconté tous les détails de l'opération, sans le lui dire j'avais soumis son nom au Bureau de la Gouverneure générale du Canada de l'époque pour qu'on considère la possibilité de lui décerner une médaille de bravoure pour ce fait d'armes remarquable. Elle aurait pu ensuite la donner en cadeau à son harceleur de l'UQAC. Des mois plus tard, on m'avait répondu que, bien que les gestes posés par Madame Mukakayumba apparussent méritoires, des médailles de bravoure étaient plutôt décernées

¹⁴ Voir d'autres cas québécois : Denoncourt (2002), Drainville (2002), Gourdeau (2001).

à des gens qui en sauvaient d'autres de la noyade ou bien d'incendies. Fort bien, évidemment. Mais on aurait dû ajouter qu'on ne pouvait certainement pas en décerner aux personnes capables de déjouer légalement Immigration Canada de même que les sbires du Gouvernement du Québec.

La bataille de Kigali

(À suivre...)

Bibliographie

- BONIN, Pierre, MUKANDEKEZI, Vérène, MUNYABAGISHA, François et UMUHIRE, Victoire (2012). L'exposition « Rwanda – Pays des mille collines ». Dans MUKAKAYUMBA, Édith et LAMARRE, Jules (dirs). *La géographie en question*, Paris, Armand Colin.
- COLLINS, Barrie (2014). *Rwanda 1994. The Myth of the Akazu Genocide Conspiracy and Its Consequences*. New York, Palgrave MacMillan.
- DENONCOURT, Frédéric (2002). Livre-choc d'un professeur de l'Université Laval : Règlements de comptes à O.K. Laval. *Journal Voir*, édition du 14 novembre 2002. [Livre-choc d'un professeur de l'Université Laval : Règlements de comptes à O.K. Laval | Société | Voir.ca](http://www.nuitblanche.com/auteur/drainville-a-c/)
- DRAINVILLE, André C. (2002). *Les carnets jaunes de Valérien Francoeur qui a crevé quelques enflés*. Montréal, L'Effet pourpre. <http://www.nuitblanche.com/auteur/drainville-a-c/>
- GORDEAU, Gabrielle (2001). Gros Câlisso. Dans : *Clin d'œil à Romain Gary*, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles.
- LAMARRE, Jules (2019). Hommage à Paul Villeneuve, l'homme et le géographe. Montréal, Maison de la géographie de Montréal. [Paul Villeneuve - Maison de la géographie de Montréal \(cafesgeographiques.ca\)](http://www.cafesgeographiques.ca)
- LEMARCHAND, René (1970). *Rwanda and Burundi*. New York, Praeger Publishers.
- LEMARCHAND, René (1998). Genocide in the Great Lakes: Which Genocide? Whose Genocide? *African Studies Review*, Vol. 41, No 1, pp. 3-16. <http://www.jstor.org/stable/524678>
- LÉVESQUE, Georges-Henri (1989). *Souvenances*, T. 3, Montréal, Les Éditions La Presse.
- MUKAKAYUMBA, Édith (1979). *Le développement rural et le développement coopératif au Rwanda*. Québec, Département de géographie, Université Laval.
- MUKAKAYUMBA, Édith (1989). *Des relations de pouvoirs en aménagement du territoire : le cas de l'Univers des enfants Inc. dans l'aménagement de l'Université Laval*, Québec, thèse de doctorat non publié, département de géographie, Université Laval.
- MUKAKAYUMBA, Édith (2015). À la rencontre du politique. Le leadership d'un pays africain. Dans Mukakayumba, Édith et Lamarre, Jules (dirs) *La géographie en action. Une collaboration entre la science et le politique*. Québec, Les Presses de l'Université du Québec, pp. 76-95.

- NEWBURY, Catharine (1988). *The Cohesion of Oppression. Clientship and Ethnicity in Rwanda, 1860-1960*. New York, Columbia University Press.
- NZISABIRA, Jean (1992). Les organisations populaires du Rwanda : leur émergence, leur nature et leur évolution. *Bulletin de l'APAD*, No 4.
- <https://journals.openedition.org/apad/3783#ftn13> REYNTJENS, Filip (2017). *Le génocide des Tutsi au Rwanda*. Paris, Presses universitaires de France.
- UMUTESI, Marie Béatrice (2000). *Fuir ou mourir au Zaïre. Le vécu d'une réfugiée rwandaise*. Paris, L'Harmattan.
- VANSINA, Jan (2004). *Antecedents to Modern Rwanda. The Nyiginya Kingdom*. Madison, Wisconsin, The University of Wisconsin Press.
- VON BAEYER, Edwinna (1984). *Rhetoric and Roses*. Markham, Ont., Fitzhenry & Whiteside.